

Décision du 20 mai 2022

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES

N° E22000061 /35 et E22000062 /35

CODES : 1 et 3

LE CONSEILLER DÉLÉGUÉ

1°) Vu, enregistrée le 3 mai 2022, la lettre par laquelle la commune de Riantec demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Elaboration du plan local d'urbanisme,
ainsi que la note de présentation du projet ;

2°) Vu, enregistrée le 4 mai 2022, la lettre par laquelle Lorient agglomération demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique unique ayant pour objets :

Projet de zonage d'assainissement 1°) des eaux usées et 2°) des eaux pluviales de la commune de Riantec,
ainsi que la notice de présentation de chacun des projets ;

Vu :

- le code de l'environnement,
- le code de l'urbanisme,
- le code général des collectivités territoriale ;

Vu la décision du 1^{er} septembre 2021 par laquelle le président du tribunal administratif de Rennes a donné délégation pour désigner les commissaires enquêteurs ou les membres de commission d'enquête ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022 ;

Vu le formulaire par lequel les membres de la commission d'enquête déclarent sur l'honneur ne pas avoir d'intérêt personnel à l'opération ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est constitué pour les projets susvisés une commission d'enquête composée ainsi qu'il suit :

Présidente :

Mme Christine Bosse

Membres titulaires :

M. Stéphane Simon

Mme Josiane Guillaume

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, les membres de la commission d'enquête sont autorisés à utiliser leur véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au maire de la commune de Riantec, au président de Lorient agglomération et aux membres de la commission d'enquête.

Fait à Rennes, le 20 mai 2022



Pour le président,
Pour ampliation,

E. Leloup

Le conseiller délégué,

D. Rémy